

29 DECEMBRE 2015

"Loi de la connaissance humaine: pour connaître un sujet il faut l'étudier."

- = L'issue fatale du développement, c'est la décroissance p.2
- = Joseph tainter; The Collapse of complex Civilisations p.2
- = Hirsch Report p.4
- = Délusion p.6
- = Assez de pétrole pour nous frire tous ! p.8
- = Intégrale p.9
- = Pic pétrolier = pic de la dette p.11
- ACTUALITÉS**
- = Fed : la hausse des taux d'intérêt a jeté de l'essence sur un gigantesque brasier financier p.12
- = Pétrole, charbon, gaz: plus de 2000 milliards d'investissements deviennent "inutiles" p.16
- = Une nouvelle ère pour la Fed et le dollar ? (Simone Wapler) p.20
- = Pierre Jovanovic: "La catastrophe financière imminente !" (vidéo) p.24
- = Une année calamiteuse, c'est la Grande Aventure (Bruno Bertez) p.25
- = Choisir le riche... (Patrick Reymond) p.27
- = Les dollars et T-Bills détenus par les étrangers n'existent pas vraiment p.29
- = L'Arabie Saoudite achève l'année 2015 avec un déficit record p.30
- = Quand la météo chahute la croissance (Jean-Marc Vittori) p.31
- = Les taux d'intérêt négatifs pour les nuls p.32
- = L'Italie se rebelle ! p.34
- = Avant la chute : le baroud d'horreur de l'Empire du Chaos pour 2016 p.35
- = Le Congrès américain approuve à contrecœur la réforme des quotas du FMI p.40
- = Les ventes de Noël en baisse de 15% au Brésil p.43
- = L'art de bien vivre de peu, comportement à contre-courant p.44



ARC-EN-CIEL D'HIVER (cristaux de glace) Photo: J-P L. 24 décembre 2015

L'issue fatale du développement, c'est la décroissance

Biosphere 28 décembre 2015

Dès 1980, l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) proposait comme définition du développement durable « un *développement* qui tient compte de l'environnement, de l'économie et du social ». Le rapport Brundtland, document préalable au sommet de la Terre de Rio (1992) énonçait que « le *développement durable* est un *développement* qui permet de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Mais ces définitions pêchent grandement car elles s'appuient sur un concept de *développement* qui lui-même n'est pas défini ! S'il s'agit de garder l'équilibre entre la nature et le progrès économique, faire en sorte de ne pas épuiser les richesses au point où les générations à venir n'auront plus de bois, plus de pétrole, plus d'eau potable, s'il s'agit d'équilibrer la production agricole et la démographie humaine tout en conservant une nature sauvage pour respecter la biodiversité, c'est gravement compromis par quelque *développement* que ce soit.

Il n'y a qu'une seule acception possible sous le terme *développement*, c'est celui de *décroissance* humaine, qu'elle soit démographique ou productive. C'est seulement à cette condition que les humains pourront s'adapter à des ressources alimentaires qui rencontrent un jour ou l'autre la loi des rendements décroissants, et cette décroissance devra être d'autant plus abrupte si on ne veut pas que les humains s'entretuent pour accaparer l'espace de plus en plus réduit dont ils croient qu'ils sont les seuls maîtres.

(écrit le 31 octobre 2005 par Michel Sourrouille)

Joseph tainter; The Collapse of complex Civilisations

<http://vertcommeuneorange.blogspot.ca/> 28 juillet 2010

Une explication rapide par [Joseph Tainter](#) de sa "théorie de l'effondrement"

NB : Je suis assez surpris car il n'y a rien sur Joseph Tainter sur wikipedia en Français.

J'ai donc trouvé que c'était une bonne action de faire une transcription de cette petite vidéo :



<https://youtu.be/GzuviYRse3E>

J'ai regardé certaines civilisations anciennes sur une longue période de temps et j'ai réalisé que le challenge auquel elles faisaient face était le coût induit du fait que leur société devenait de plus en plus complexe. Quand ces sociétés étaient confrontées à un problème, que ce problème soit des ennemis extérieurs ou que ce soit de gérer leur propre environnement, elles ont tendance à développer des institutions plus complexes. Très souvent cela signifie une plus grande armée, un gouvernement plus large, plus de contrôle sur le peuple, et une propension à taxer les citoyens plus lourdement pour payer pour la résolution des problèmes complexes.

Bien sûr c'est une leçon pour aujourd'hui évidemment parce que nous avons les "institutions de résolution de problèmes" les plus complexes qui aient jamais existées. La difficulté avec la complexité est qu'elle a toujours un coût, que nous parlions d'organismes au fur et à mesure qu'ils évoluent pour devenir plus complexes, ou de sociétés qui se complexifient avec le temps.

Dans les sociétés anciennes le problème a été que la complexité a dépassé le point qui était durable relativement à l'énergie solaire qui les soutenait. Nous devons nous rappeler qu'elles n'avaient pas les énergies fossiles que nous avons aujourd'hui, alors à la fin elle atteignait le point où la complexité de leur société ne pouvait plus être entretenue sur la base de leur ration d'énergie solaire, autrement dit de leur agriculture.

Quand je regarde le monde industrialisé aujourd'hui et que j'essaie de me représenter comment elles pourraient se développer dans les prochaines décennies, ce que je vois est un grand nombre de problèmes très coûteux qui convergent tous en même temps. Nous n'avons pas seulement le

problème de l'énergie qui est si prégnant aujourd'hui mais nous avons des problèmes concernant une population vieillissante, et le financement des retraites pour les gens de ma génération. Nous avons des problèmes d'infrastructures vieillissantes qui doivent être entretenues et remplacées, nous avons le problème récurrent des coûts militaires très grands. Dans les sociétés anciennes que j'ai étudié, par exemple, l'empire romain, le grand problème qu'ils avaient était qu'ils devaient payer des coût très haut juste pour maintenir le statu quo, investir de grande sommes pour résoudre des problèmes sans qu'il y ai un retour nettement positif, mais juste pour conserver ce qu'ils avaient déjà. Tout cela diminue le bénéfice qu'il y a à être une société complexe. Donc à la fin, il était très coûteux d'être l'empire romain, et ça ne valait plus vraiment la peine.

Le problème immédiat que je vois pour notre future, est une grande difficulté pour maintenir le niveau de vie auquel les gens dans les pays industrialisés sont habitués, et l'instabilité politique et sociale qui pourrait découler de ça.

[Hirsch Report](#)

<http://vertcommeuneorange.blogspot.ca/> dimanche 6 janvier 2013

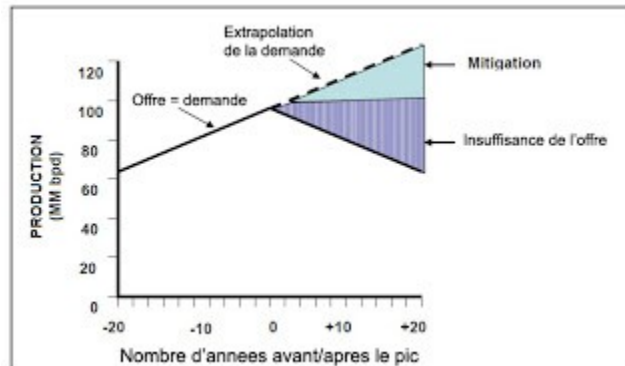
[Mise-à-jour 2015: nous n'avons RIEN fait. Donc, le pire scénario se présente devant nous.]

Le rapport Hirsch ([accessible ici](#)), dont le vrai titre est "pic de production mondiale de pétrole : impacts, atténuation et gestion des risques", a été écrit à la demande du ministère américain de l'Énergie et publié en Février 2005.

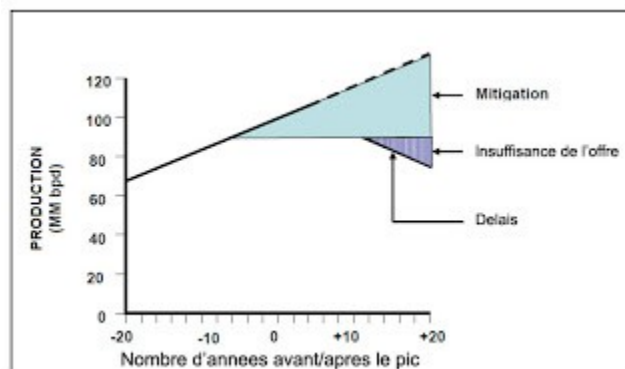
Il examinait le timing de la survenue du pic pétrolier, les actions d'atténuation nécessaires, et les impacts probables sur la base du timing de ces actions.

Le pic de production mondiale de pétrole confronte les États-Unis et le monde à un problème de gestion des risques sans précédent. Au fur et à mesure que le pic s'approche, le prix des combustibles liquides et leur volatilité va augmenter de façon spectaculaire, et, sans mesures d'atténuation en temps opportun, les coûts économiques, sociaux et politique seront sans précédent. Des options d'atténuation viables existent à la fois au niveau de l'offre et de la demande, mais pour avoir un impact important, ils doivent être initié plus d'une décennie en avance par rapport au pic.

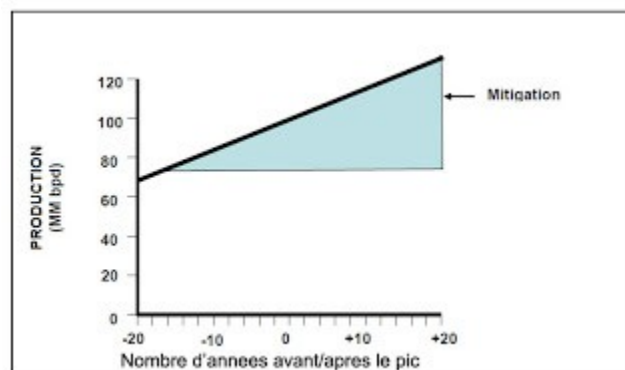
Un élément intéressant du rapport est la réflexion sur le temps nécessaire pour s'adapter au pic pétrolier. On peut considérer le rapport comme particulièrement optimiste sur les moyens proposés pour la mitigation, néanmoins les schémas ci-dessous sur le temps nécessaire pour s'adapter sont très intéressants. Dans le rapport, le pic pétrolier était envisagé pour 2015 ! Ou en est-on dans la préparation ?



Scénario 1 : la préparation commence au moment du pic



Scénario 1 : la préparation commence 10 ans avant le pic



Scénario 1 : la préparation commence 20 ans avant le pic

Délusion

<http://vertcommeuneorange.blogspot.ca/> vendredi 20 juillet 2012

Avec cette histoire d'étude de Maugeri, on ne peut que se demander à qui profite le crime ? Pourquoi, comme souvent avec le réchauffement climatique, le déni, bien que bien peu étayé par les faits, trouve tant d'échos dans les médias ? Un article de déni sera cité, en proportion, dix fois plus qu'un article inverse. Est-ce un complot des compagnies pétrolière ? (il y a bien complot comme ça a été prouvé avec la censure d'études sur le réchauffement climatique par certains intérêts pétrolier pendant l'ère Bush). Mais Dimitri Orlov a une autre explication. Pour lui notre société est devenue psychotique. Encore un article très drôle de Dimitri Orlov, à condition d'aimer l'humour noir.

[L'article original est ici](#)

La dernière version du Manuel de diagnostique et de statistique des troubles mentaux (DSM) a grossis pour inclure 297 troubles mentaux , mais il semble qu'il y ait toujours de la place pour un de plus.

Richard Heinberg a récemment publié un article qui traite des diverses revendications récentes clamant que le pic pétrolier n'est plus un sujet de préoccupation. Son terme pour nommer ce phénomène est «pic de déni " (peak denial) Cela sonne bien, et s'harmonise très bien avec le thème global de Richard de «pic global "(peak everything). C'est un texte réfléchi qui fait un travail approfondi pour exposer la nature surréaliste des projections des optimistes, et je n'ait pas de problèmes avec son argument. J'ai, toutefois, un problème avec sa terminologie. Tout d'abord, parce qu'un pic de déni n'est pas une ressource non renouvelable avec un profil de déplétion caractérisable, son pic, si nous en détectons un, ne serait pas particulièrement significatif, car il pourrait tout aussi bien y avoir un autre pic demain et un autre le siècle prochain. Deuxièmement, je pense que le «déni» n'est plus le mot juste pour décrire le phénomène social que nous observons actuellement. Je pense que Ugo Bardi nous ont envoyé dans la bonne direction: dans son article réagissant à l'affirmation de George Monbiot "Nous avons eu tort à propos du pic pétrolier, il y en a assez pour tous nous faire frire», Ugo caractérise l'approche de Monbiot face au pic de pétrole en utilisant un autre mot: «délusion ".

Si vous estimez que la distinction entre déni et délusion est juste une différence mineure et inoffensive, un coupage de cheveux en quatre de ma part, alors

pardonnez moi de citer Sigmund Freud : dans « la perte de réalité dans la névrose et la psychose » [1924], il écrivait ce qui suit: "Le névrose ne renie pas la réalité, il l'ignore; le psychotique la désavoue et tente de le remplacer ." [p. 185] Ce avec quoi la psychose remplace la réalité est une délusion.

Prenons ça une marche a la fois. Le déni c'est quand vous savez très bien que quelque chose existe (par exemple, qu'il y a une quantité limitée de pétrole économiquement récupérables, et que nous avons déjà brûlé environ la moitié de celui-ci), mais que nous refusons de considérer ça comme important. Le déni est symptomatique de la névrose. Les névrosés ne sont pas considérés comme particulièrement dangereux, ils peuvent être assez ennuyeux, et ils peuvent parfois constituer une menace pour eux-mêmes, mais ils ne sont, en général, pas considérés comme présentant une menace pour la société. Ils peuvent également être tout à fait charmant : Woody Allen a mis à profit ses névroses dans sa carrière d'acteur réalisateur. (En allemand le titre de son film Annie Hall est Stadtneurotiker - «névrotique urbain.»)

La délusion, d'autre part, est symptomatique de la psychose. Dites-mois maintenant, à quand remonte votre dernière rencontre d'un psychotique charmant, courtois, et populaire ? Pour revenir à Freud : le vieux Sigmund distingue deux types de pensée : il y a le processus de pensée secondaire (le bon processus), le domaine du soi bien-adapte, socialisé, ancré dans la réalité, consensuel, et raisonnable, rationnel et logique. Et puis il y a le processus de pensée primaire, ou archaïque (le mauvais genre), le produit de l'obsession, de la compulsion, de l'hallucination et ...nous y voici ... de l'illusion. Le chemin qui mène de la névrose à la psychose est une régression vers un soi plus primitif, plus archaïque, plus infantile. Prenez votre névrotique typique (refuser d'affronter le pic pétrolier, de faire du charabia à ce sujet lorsqu'on y est forcé), passez ce névrosé par une crise terrible, auto-destructrice, et cette personne peut régresser et tomber dans la psychose.

Ce qui advient à des personnes advient aussi à des sociétés entières. Prenez une civilisation industrielle névrotique niant tout pic pétrolier, mettez la dans une terrible crise financière mondiale, dites lui que la croissance économique est fini pour toujours, et ce que vous obtenez est une civilisation industrielle psychotique et délirante. Dans *Civilisation and its Discontents* [1930], Freud écrit à propos de la capacité des delusion de propulser toute une culture vers la désintégration dans un maelström de violence, et dans *Constructions in Analysis* [1937], il a souligné qu'une fois que la pensée délirante imprègne toute une culture, y compris sa

religion et sa politique, alors la culture devient inaccessible à tout argument logique. Le délire est une sorte de tyrannie, interne dans le cas d'une personne malade, externe dans le cas d'une culture malade, qui piège la réalité dans les images spécifiques, excluant toute possibilité de compréhension de soi et toute objectivité.

[Assez de pétrole pour nous frire tous !](#)

<http://vertcommeuneorange.blogspot.ca/> dimanche 15 juillet 2012

Le monsieur écologie du journal anglais le Guardian, George Monbiot, a déclaré : [nous nous sommes trompés à propos du pic pétrolier, il y a assez de pétrole pour nous faire frire tous](#).



On le savait depuis longtemps, pic pétrolier ou pas, il y a assez de pétrole non-conventionnel, de charbon, sans même parler d'hydrate de méthane pour nous frire tous trois fois et rendre la planète inhabitable. La question du pic pétrolier en rapport avec le climat s'est toujours posée en ces termes : va-t-on pouvoir résister à la tentation de brûler à la place du pétrole tout ce qui nous tombe sous la main ?

[Intégrale](#)

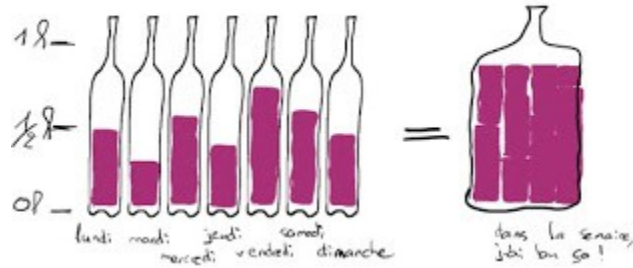
<http://vertcommeuneorange.blogspot.ca/> samedi 15 octobre 2011

Ce post est destiné à tous les trolls et autres économistes qui racontent des bêtises sur internet à propos des ressources non-renouvelables au lieu de réviser leur math de collègue.

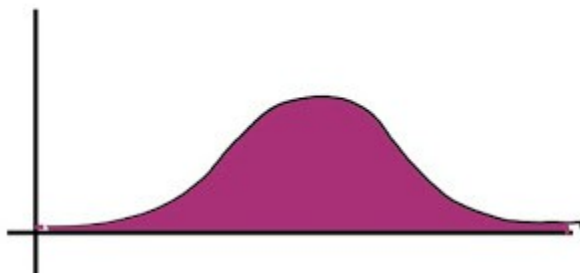
Quand une courbe représente la production de quoi que ce soit dont le stock initial est fini, la surface délimitée par la courbe est finie ! En effet, mathématiquement,

la surface en dessous de la courbe représente la quantité totale de ce stock (on appelle ça l'intégrale de la courbe).

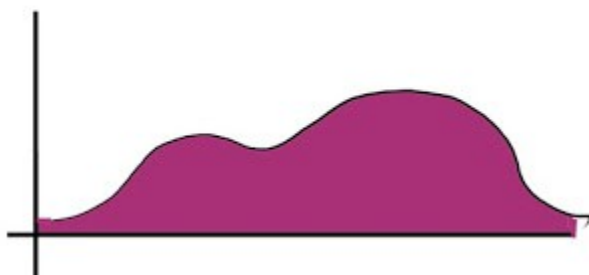
Pour les gens qui ont déjà décroché parce que j'ai prononcé le mot "mathématique", voici un petit schéma à base de bouteilles de pinard.



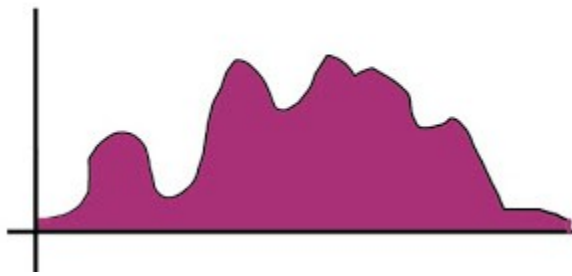
Donc, que la courbe soit comme ça :



, comme ça :



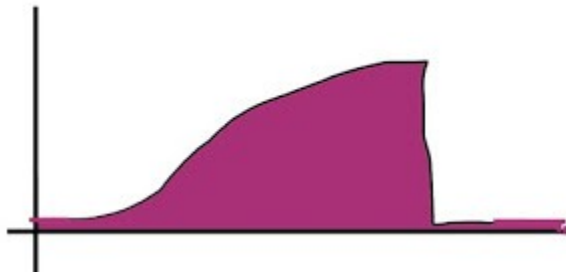
, ou comme ça :



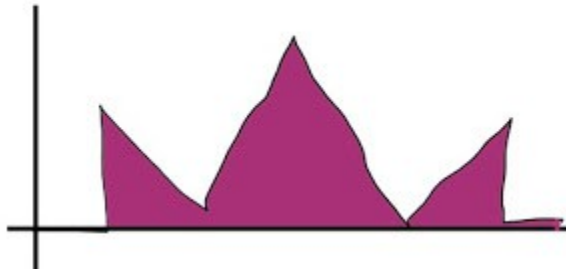
On peut dire sans se tromper qu'au début de la production la courbe est à zéro, qu'à la fin elle revient vers zéro, qu'entre les deux il y a eu un maximum et que quelle que soit la production telle ou telle année, au final, la surface totale de la courbe sera la même puisqu'elle représente le stock initial ! Et ceci est aussi vrai pour la production de pétrole que pour la production de gaz ou pour la production de lithium.

En conséquence, en matière de production de ressources non-renouvelables, il n'y a que pour les économistes que parler de pic est considéré comme grossier.

NB1: *A moins d'un impact de météorite géante sur terre, il y a peu de chance que la courbe ait cette forme :*



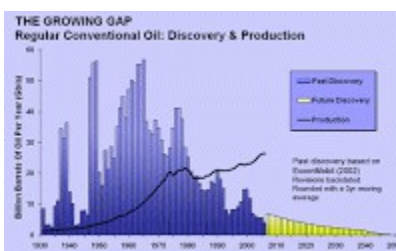
Et à moins d'intervention magique, il y a peu de chance qu'elle ait cette forme :



Mais ça ne change pas vraiment le fond du problème...

NB2: *Ce post se veut être assez didactique pour être copié-collé dans tout échange de commentaires avec un spectateur de TF1.*

NB3:

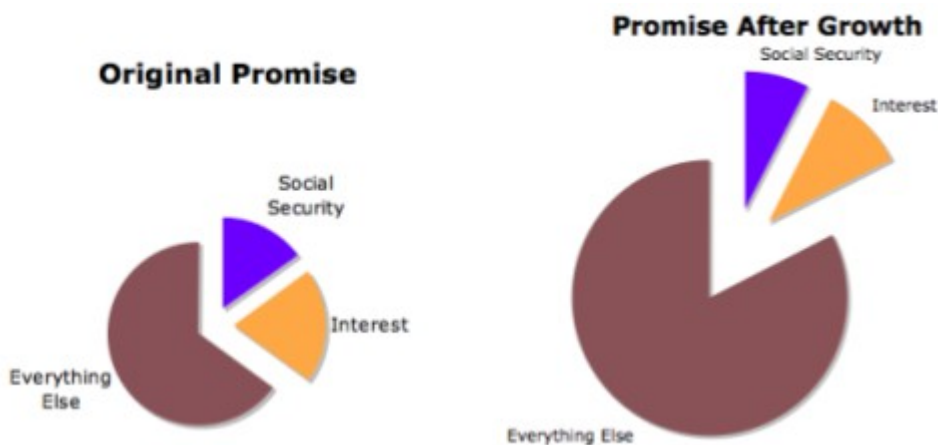


Pic pétrolier = pic de la dette

<http://vertcommeuneorange.blogspot.ca/> samedi 8 octobre 2011

Dette = pari sur la croissance future

- Si je suis un particulier, je n'emprunte que si je pense que la valeur de l'investissement que je vais faire avec l'argent empruntée va croître.
- Si je suis un état, je n'emprunte que parce que je pense que la croissance de l'économie va rendre le remboursement de la dette plus facile.
- Si je suis une entreprise, je n'emprunte que parce que je pense qu'en investissant maintenant, j'obtiendrais de futurs bénéfices supérieurs au remboursement des intérêts que je paye sur ma dette.
- Si je suis une banque je n'emprunte que parce que je pense pouvoir obtenir plus d'intérêt sur l'argent que je vais prêter que ce que je paie comme intérêt à la banque centrale.
- Si je suis une banque centrale, je ne crée de l'argent pour la prêter que parce que je pense que cette masse monétaire supplémentaire va correspondre à la croissance future et que donc je ne créerai pas d'inflation.



Pic pétrolier = sérieux doute sur la croissance potentielle future.

- Il est à peu près clair maintenant que nous sommes au pic pétrolier ou proche.
- Nous avons une monumentale crise de la dette sous toutes ses formes.
- Malgré la rechute de la crise, le prix du baril de pétrole reste au alentour de 100\$

Et on entend pas beaucoup dans les grand médias le thème de la crise abordé sous cet angle ?!!

ACTUALITÉS

Fed : la hausse des taux d'intérêt a jeté de l'essence sur un gigantesque brasier financier

Blog de la résistance 28 Décembre 2015

Si le crash du jeudi 17 et du vendredi 18 Décembre 2015 s'était déroulé sur une seule journée sur les marchés financiers, cette chute aurait été la septième plus forte baisse de l'histoire américaine sur une journée. Le vendredi 18 Décembre 2015, le Dow Jones Industrial Average avait baissé de 367 points après avoir reculé de 253 points la veille, le jeudi 17 décembre. La baisse globale de 620 points sur ces deux journées aurait été le 7ème crash le plus important jamais vu aux États-Unis s'il était survenu sur une seule journée d'échanges. Si vous vous en souvenez, c'est exactement ce que j'avais anticipé si la Réserve fédérale américaine relevait ses taux d'intérêt.

Mais lorsque la nouvelle sur la hausse des taux est sortie en premier le mercredi, les indices avaient grimpé dans un premier temps. Cela n'avait pas de sens du tout, et personnellement j'étais absolument stupéfait que les marchés aient agi de cette manière irrationnelle. Mais nous avons vu que le jeudi et vendredi les marchés avaient fait exactement ce que nous pensions qu'ils allaient faire. David Rosenberg, l'économiste en chef de Gluskin Sheff, avait nommé cette brève reprise du mercredi "une impression trompeuse aux proportions énormes", et les analystes du tout Wall Street se préparent à ce qui pourrait être une nouvelle semaine difficile à venir.

Lorsque la Réserve fédérale a décidé de lever les taux d'intérêt, ils ont fait une erreur colossale. Vous ne levez pas les taux d'intérêt lorsque la crise financière mondiale a déjà démarré. C'est absolument suicidaire. C'est le genre de chose que vous feriez si vous vouliez faire tomber le système financier mondial délibérément.

Bien entendu, les “experts” de la Réserve fédérale voient ce qui se passe. Les obligations à haut rendement(à haut risque) se sont déjà effondrées, tout comme elles l’avaient déjà fait en 2008. Le prix du pétrole s’est effondré, tout comme il l’avait fait en 2008. Les prix des matières premières se sont effondrés, tout comme ils l’avaient fait en 2008. Et plus de la moitié de tous les principaux indices financiers mondiaux sont déjà en baisse d’au moins 10 % sur l’année en cours.

Vous ne relevez pas les taux d’intérêt dans ce genre d’environnement.

Vous seriez complètement fou de le faire.

La Réserve fédérale a jeté de l’essence sur un gigantesque brasier financier qui fait déjà rage, et les choses pourraient échapper à tout contrôle très rapidement.

En ce qui concerne la semaine prochaine, nous sommes à présent entrés dans la “saison de liquidation”. Les investisseurs veulent retirer leur argent des fonds spéculatifs ayant des performances médiocres avant la fin de l’année civile, et c’est ce qu’a souligné Jim Cramer sur CNBC, les fonds spéculatifs ont déjà plus déçu en 2015 qu’à tout autre moment depuis la dernière crise financière...



La saison de liquidation se produit lorsque les clients de fonds spéculatifs ayant eu de médiocres performances réclament leur argent. Cela a tendance à se produire à la fin d’un trimestre ou d’une année. En réponse, les fonds spéculatifs doivent vendre les actions sur le marché libre afin de réunir l’argent qui doit être retourné aux investisseurs.

Cela signifie que si un fonds spéculatif a eu une mauvaise performance cette année; il est sans doute inondé de demandes de liquidation actuellement. En réalité, il y a eu plus de fonds spéculatifs qui ont sous-performé cette année qu’à tout moment depuis 2008.

Les dominos commencent à tomber les uns après les autres. Nous avons déjà vu les fonds spéculatifs Third Avenue et Lucidus s’effondrer. Etonnamment, il y a

toujours des gens qui tentent de faire croire que “rien ne se passe”, même au milieu de tout ce chaos.

Comme l’on dit, faire l’autruche en plongeant sa tête dans le sable ne résoud pas les problèmes.

Et cette crise va empirer alors que nous nous dirigeons vers 2016. **Egon Von Greyerz**, le fondateur de **Matterhorn Asset Management**, est convaincu que pour bientôt ce sera “catastrophe après catastrophe”...



“Je pense que ce ne sera que catastrophe après catastrophe, d’abord sur le marché des obligations à haut rendement (*à haut risque ou pourries*), puis sur les marchés émergents et, après cela, sur le marché des subprimes. les prêts automobiles type subprimes et les prêts étudiants sont des secteurs que je vois avec des problèmes massifs. Les soucis vont arriver les uns après les autres. Depuis 2008 et alors que le monde était au bord du gouffre, nous avons imprimé ou augmenté l’endettement de 50% soit d’environ 70.000 milliards de dollars, et l’économie mondiale lutte encore pour survivre. Je pense que la confiance en ce système disparaîtra lorsque les marchés baisseront. . . . Et je pense que ça va baisser très rapidement.”.....Allez lire sa dernière intervention: **“Crise mondiale et effondrement, la mèche vient d’être allumée !”** ainsi que **son dernier entretien vidéo face à Max keiser.**

Et je pense qu’il a raison. Le système financier mondial est plus interconnecté que jamais, et si une seule institution financière vient à faire faillite, elle affecte inévitablement des dizaines d’autres. Et les faillites auxquelles nous avons déjà assisté se répandent comme un vent de panique qui peut être difficile à arrêter. Ce qui suit provient de **Business Insider**, et je pense que c’est une très bonne explication sur ce qui pourrait arriver la prochaine fois...



- Des fonds spéculatifs tels que **Third Avenue** et **Lucidus** ont fermé, liquidant leurs portefeuilles.
- Les investisseurs, effrayés par ces fermetures et des risques de ne pas pouvoir récupérer leur argent de ces fonds, se ruent pour en sortir tant qu'ils le peuvent encore.
- Cela crée encore plus de pression à la vente.
- Les fonds vendent les actifs qui sont faciles à vendre puisqu'ils cherchent à réduire le risque, ce qui pousse la pression à la vente des parties à risque du marché vers la partie de meilleure qualité.
- Les choses évoluent ainsi.

Si vous en êtes toujours à attendre que la prochaine crise arrive, vous pouvez déjà arrêter, car elle se passe déjà sous vos yeux.

La seule question à se poser est: jusqu'où ira cette crise ?

En fin de compte, je me sens plutôt d'accord avec Charles Hugh Smith, l'auteur d'**Un monde radicalement bénéfique: automatisation, technologie et création d'emplois pour tous**. Il estime que les politiques monétaires ridicules de la Réserve fédérale ont joué un rôle primordial dans la mise en oeuvre de cette nouvelle crise, et que maintenant ce géant financier du genre "Etoile Noire" qu'ils ont créé "**est sur le point d'exploser**"...



En réduisant les taux à zéro, la Fed avait supprimé la sécurisation des rendements pour les épargnants, les fonds de pension, les assureurs et les millions de personnes ayant des fonds de retraite. En effet, la Fed a poussé tout le monde vers des actifs à risque et a ensuite joué la comédie en masquant les véritables dangers de ces actifs risqués.

Comme la dette du secteur pétrolier explose, comme la bulle sur les obligations à haut rendement (*à haut risque ou pourries*) est en train d'éclater comme celle des indices sur les marchés émergents, nous commençons enfin à constater l'effet du côté obscur de l'expansion du crédit sans fin qui équivaut à jeter de l'essence près des taux d'intérêt à zéro sur les incendies spéculatifs liés à la financiarisation.

L'orgueil de la Fed l'a conduit du côté obscur de la force, et maintenant son "étoile noire" de dettes altérées, non-garanties, liées à une frénésie spéculative, à des manipulations et mensonges divers est sur le point d'exploser.

Personnellement, au lieu de dire que la crise "est sur le point d'exploser", je vous aurais dit qu'elle a déjà éclaté.

Nous avons déjà vu des milliers et des milliers de milliards de dollars de richesse disparaître dans le monde entier.

Les sociétés du secteur de l'énergie font faillite, des hedge funds géants sont au bord de la faillite, et [la 7^{ème} plus grande économie sur l'ensemble de la planète est déjà plongé dans "une totale dépression"](#).

Tous ceux qui avaient averti d'une catastrophe financière dans la deuxième moitié de l'année 2015 avaient vu juste, mais c'est juste le début.

Maintenant que la Réserve fédérale a jeté de l'essence sur le feu, nos problèmes vont seulement s'accélérer alors que nous nous dirigeons vers 2016.

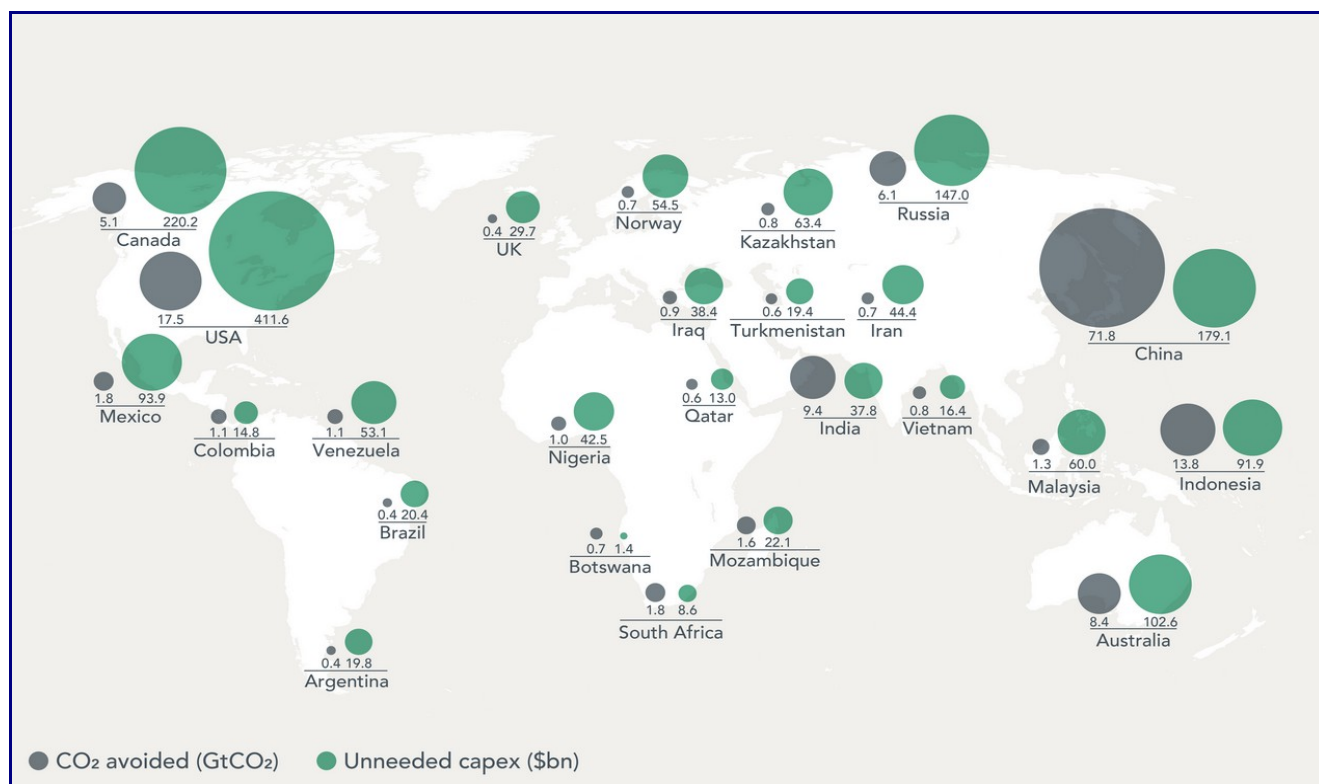
Donc, pour l'année à venir, souhaitons-nous le meilleur, mais préparons-nous aussi au pire.

[Source](#) via [BB](#)

Pétrole, charbon, gaz: plus de 2000 milliards d'investissements deviennent "inutiles"

<http://dr-petrole-mr-carbone.com/> Publié le [29 décembre 2015](#)

Le think tank britannique Carbon Tracker a établi un rapport sur les investissements devenant mécaniquement “inutiles” pour les énergies fossiles, quand on prend en compte dans leur business plans la nécessité de limiter le réchauffement global à +2°C depuis l’époque préindustrielle. Au hit parade 2015-2025 de ces actifs risqués baptisés “stranded assets” –sorte de “subprimes” du futur- le Mexicain Pemex, le Néerlandais Shell et l’Américain ExxonMobil, arrivent aux trois premières places, avec respectivement 77, 76,9 et 72,9 milliards de dollars d’investissements incompatibles avec la cible de +2°C. Le Français Total pointe à la 12ème position avec plus de 30 milliards de dollars de “stranded assets”.



En vert, les investissements dans les énergies fossiles devenant mécaniquement « inutiles » sur la période 2015-2025, dans le cadre d’une limitation du réchauffement global à +2°C. En noir, les émissions de CO₂ évitées à l’horizon 2035. Doc CT

L’objectif officiel et maintenant universel de limiter le réchauffement global bien en dessous de +2°C depuis l’époque préindustrielle pour conserver une planète viable, est en très forte contradiction avec les actuelles stratégies des activités pétrolières, charbonnières et gazières, à l’origine de ce problème de réchauffement à cause des émissions de CO₂... Et cela pose entre autre un problème pour les actionnaires et leurs portefeuilles d’actifs: c’est ce que confirme un nouveau rapport de l’organisme expert britannique Carbon Tracker, composé de spécialistes

de la finance et de la problématique énergie – climat. Intitulé de l'étude: [“Zone de danger des 2000 milliards de dollars de “stranded assets” : comment les firmes de combustibles fossiles risquent détruire les retours sur investissement”](#).

Des dizaines de milliards de « stranded assets » chez chaque géant du pétrole

Actifs “bloqués” et perdant leur valeur du fait de la nécessité de laisser sous terre la plupart des combustibles fossiles si l'on veut contenir le réchauffement à +2°C, les “stranded assets” sont un peu les “subprimes” du futur, mais en plus massifs. Analyste chez Kepler Cheuvreux, Mark C. Lewis a déjà quantifié le risque qu'ils représentent en comparant prix et volumes des carburants fossiles dans un monde où l'on viserait la limite de + 2°C et dans un monde où l'on poursuivrait la tendance actuelle. Le résultat est selon lui de [28 000 milliards de dollars pour les 20 ans qui viennent: les deux tiers pour les pétroliers, 1/6 pour les gaziers, 1/6 pour les charbonniers...](#)

Pour leur rapport, les experts de Carbon Tracker se réfèrent, eux, aux dépenses d'investissement, ce que l'on appelle le capex, capital expenditure. Ils arrivent à la conclusion que, pour la seule prochaine décennie 2015-2025, [environ 2200 milliards de dollars d'investissements visant à accroître la capacité des énergies fossiles \(dont plus de 1900 milliards pour de nouveaux projets\) doivent être annulés si l'on veut éviter l'émission de 156 milliards de tonnes de CO2 à l'horizon 2035](#), ce qui permettrait selon eux d'être dans la trajectoire de +2°C. (1).

Dans le hit parade de ces investissements devenant donc mécaniquement “inutiles”, [les Etats-Unis arrivent en tête avec 412 milliards de dollars, devant le Canada 220 milliards, la Chine 179 milliards, la Russie 147 milliards, l'Australie 103 milliards...](#) Au niveau des groupes pétroliers, Carbon Trackers a établi un [TOP 20 des détenteurs de “stranded assets”](#). C'est le Mexicain Pemex qui en possède le plus dans ses investissements (77 milliards de dollars). Pemex devance Shell (76,9 milliards), ExxonMObil (72,9 milliards), Rosneft (53,3 milliards), BP (45,5 milliards), Chevron (44,8 milliards), NIOC (Iran, 44,2 milliards), PetroChina (42,8 milliards), Gazprom (38,8 milliards), Petronas (38,3 milliards), Eni (37,4 milliards), Total (30,1 milliards), CNRL (25,6 milliards), Suncor Energy (23 milliards), PDVSA (Venezuela, 22,4 milliards), Inpex (21,8 milliards), ConocoPhilips (21,5 milliards), Pertamina (20 milliards), Devon Energy (18,2 milliards), Statoil (17,8 milliards).

Carbon trackers estime que, pour les majors du secteur, alias Big Oil, ces montants sont équivalents à 20-25% de leur potentiel total de capex pour le pétrole et le gaz d'ici 2025. [« Notre rapport offre à ces entreprises autant un avertissement qu'une stratégie pour éviter une destruction de valeur significative »](#), commente Anthony

Hobley, directeur général de Carbon Tracker.

Parmi les plus gros risques: les huiles de schiste aux Etats-Unis, les sables bitumineux au Canada, le pétrole de l'Arctique...

Selon le rapport de Carbon Tracker, les capex inutiles concernent pour les deux tiers le pétrole tandis que le CO2 évité quand on les supprime revient pour les trois quarts au charbon. Ce qui veut dire que se séparer du charbon a ici bien moins d'impact financier tout en donnant bien plus de résultats. Carbon Tracker estime que pour un monde à +2°C, la demande en charbon peut être satisfaite avec les mines actuelles et qu'aucune nouvelle structure n'est nécessaire. En conséquence, environ 219 milliards d'investissements sont, selon le think tank britannique, « inutiles ». La Chine, les Etats-Unis, l'Australie, l'Inde et l'Indonésie sont les pays les plus concernés, totalisant 90% de ces investissements. Le rapport estime également que les gros exportateurs comme l'Australie et l'Indonésie sont menacés par le déclin structurel à venir du charbon en Chine et par le désir d'auto-suffisance énergétique de l'Inde.

Cependant, se séparer du charbon n'est pas suffisant pour atteindre l'objectif +2°C. “Dans le Scénario 450 de l'IEA, la demande en pétrole connaît un pic vers 2020. Cela veut dire que le secteur pétrolier n'a pas besoin de continuer à croître”, ajoute le rapport. Bilan: 1300 milliards d'investissements dans de nouveaux projets et 124 autres milliards dans des projets déjà existants n'ont mécaniquement plus d'utilité. Au total, Carbon Tracker estime que 43% des investissements dans les nouveaux projets pétroliers doivent être évités pour que l'humanité puisse se placer dans une trajectoire d'un monde à +2°C. Pays les plus exposés à ce risque financier: les Etats-Unis, le Canada, la Russie, le Mexique et le Kazakhstan.

Toujours selon le rapport, les plus gros risques sont associés aux huiles de schiste aux Etats-Unis, aux sables bitumineux au Canada, au pétrole de la Russie. Les investissements dans ces trois pays (et en Norvège) s'avèrent de surcroît risqués en ce qui concerne le pétrole de l'Arctique, lui aussi classé pour bonne partie “inutile”. Autre projets se trouvant “dans la zone de danger” définie par Carbon Tracker: les pétroles en eaux profondes aux Etats-Unis et au Mexique, ainsi que le pétrole lourd du Venezuela. En revanche, les experts britanniques notent que le pétrole conventionnel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), du fait de son faible coût d'extraction, est peu exposé.

Un retard dans la technologie de capture et de stockage du CO2 pourrait accroître significativement la réduction nécessaire concernant le charbon

Les investissements dans le gaz ne sont pas non plus épargnés, même si le gaz naturel, alias le méthane, est souvent cité par les compagnies gazières pour

remplacer le charbon. Dans un monde à +2°C, la croissance du gaz se fera “à un niveau moindre que prévu dans le scénario business as usual”, estime le rapport de Carbon Tracker qui évalue à 532 milliards le montant des investissements « inutiles » dans ce secteur, dont 459 milliards pour les nouveaux projets. Totalisant les trois quarts de ces investissements, les Etats-Unis, l’Australie, l’Indonésie, le Canada et la Malaisie apparaissent comme les pays les plus exposés. En ce qui concerne les marchés nord-américain et européen, les deux tiers des nouveaux projets de méthane de houille et de l’Arctique, ainsi que la moitié des nouveaux projets de gaz naturel liquéfiés s’avèrent « inutiles », relève Carbon Tracker.

Enfin, on notera que Carbon Trackers admet dans son étude l’hypothèse que 24 milliards de tonnes de CO2 seront capturées et stockées en 2035, ce qui est 150 fois plus élevé qu’aujourd’hui. Un retard dans la technologie de capture et de stockage du CO2 pourrait accroître significativement la réduction nécessaire concernant le charbon, estime néanmoins le think tank. Et de rappeler que l’Agence internationale de l’énergie a déjà estimé qu’un décalage de 10 ans dans le déploiement massif de cette technologie entre 2020 et 2030 pourrait coûter 1350 milliards de dollars en pertes de revenus aux producteurs de combustibles fossiles...

NOTE:

(1) Et encore, pour parvenir à ce résultat, Carbon Tracker prend pour référence les budgets carbone imposés par le “scénario 450” de l’Agence internationale de l’énergie, scénario qui donne une chance sur deux de parvenir au but des +2°C. Une telle probabilité paraît désormais bien en deça de l’objectif officiellement déclaré par l’Accord de Paris établi lors de la COP21 : contenir “l’élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l’action menée pour limiter l’élévation des températures à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels”.

Une nouvelle ère pour la Fed et le dollar ?

Par Simone Wapler. Contrepoints.org Publié le 29 décembre 2015

Sur quoi va déboucher la première hausse des taux directeurs américains en 10 ans par Janet Yellen ?

Voici donc Janet Yellen relevant ses taux directeurs. Le mouvement le plus planifié et attendu de l’histoire financière moderne s’est produit.

Selon moi, l’histoire financière moderne commence à la fin des accords de n, soit 1971.

Nous sommes à un tournant de l'histoire.

Depuis cette date, **toute monnaie n'est que dette qu'aucun actif ne garantit, si ce n'est la capacité des contribuables d'une zone monétaire à en payer les intérêts.**

Depuis cette date, les Etats-Unis payent leurs importations en exportant leur dette libellée en dollar.

Dans la première décennie de cette nouvelle ère, de 1971 à 1980, les Etats-Unis et le monde connurent une forte inflation. Les fournisseurs de pétrole eurent en effet le réflexe d'augmenter violemment leurs prix, estimant que le deal « pétrole contre dettes en dollar » n'était pas à leur avantage. L'ordre fut rétabli lorsque Volker, le président de la Fed de l'époque, fixa les taux directeur à 20% en juin 1981. Les Etats-Unis le pouvaient car ils étaient encore peu endettés.

Depuis 1981, les taux directeurs – qui fixent le prix que payent les banques commerciales pour pouvoir créer leur monnaie (crédit) – baissent.



Taux d'intérêt américain (Crédits Simone Wapler, tous droits réservés)

Depuis 1981, les bons du Trésor à 10 ans (les bons du Trésor constituent les réserves monétaires des fournisseurs étrangers des Etats-Unis) rapportent de moins en moins.



Rendement des US Government Bonds à 10 ans (Crédits Simone Wapler, tous droits réservés)

Depuis 1981, la dette des Etats-Unis augmente.



Dette publique américaine en pourcentage du PIB (Crédits Simone Wapler, tous droits réservés)

Les étrangers empilent de la dette américaine qui rapporte moins ; mais comme ils en ont plus, tout va bien.

Jusqu'au moment où la Fed touche le 0.

Si la dette rapporte 0, les créanciers peuvent en empiler un tas infini (∞ en mathématiques), ils ne touchent plus rien. Ils échangent de la marchandise contre rien.

La Fed est-elle en train de renverser la vapeur ? Allons-nous vers un cycle hausse des taux directeurs, hausse du rendement de la dette américaine et baisse de l'endettement américain ?

NON.

Parce que ce n'est plus possible, que les choses sont allées trop loin : pour rembourser la dette, il faudrait un enrichissement considérable – une véritable croissance – désormais hors de portée.

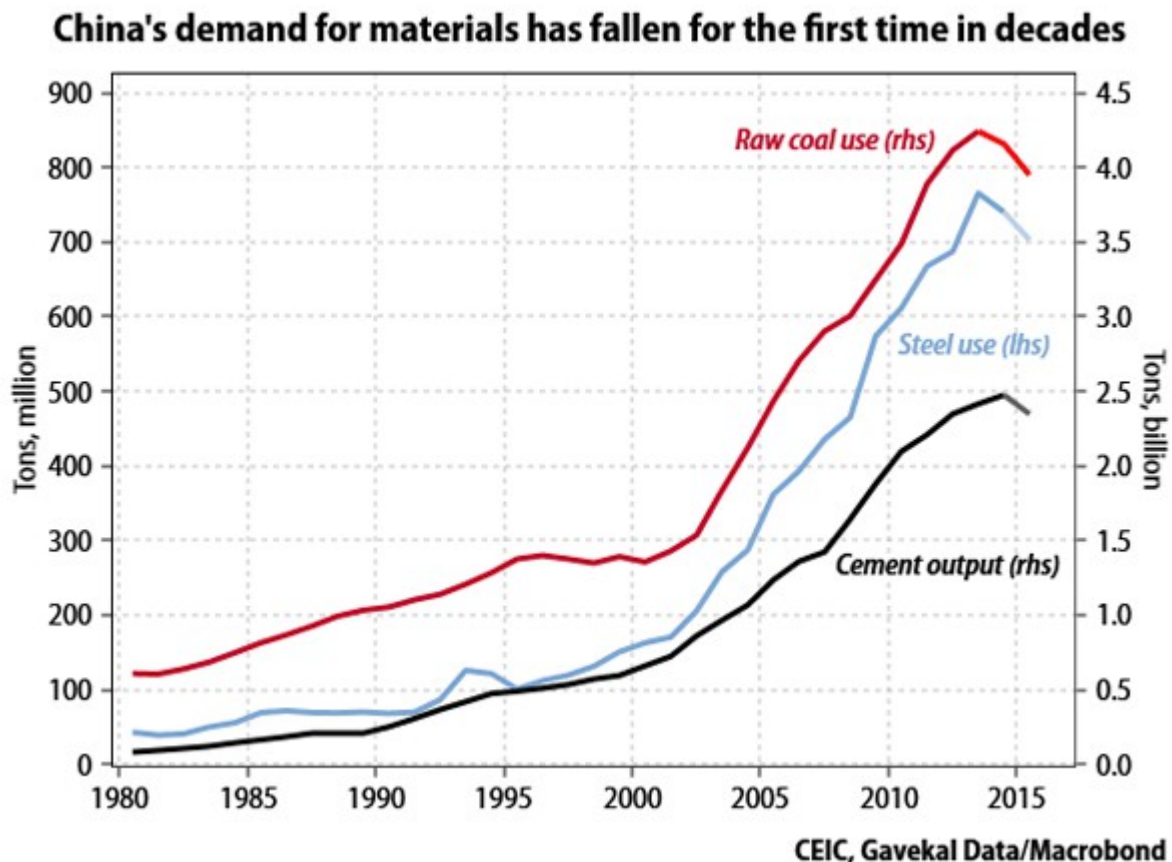
Nous entrons bien dans une phase de déflation.

Souvenez-vous « crédit = monnaie ».

Des mauvaises dettes sont en ce moment même, en cours de destruction. Il s'agit de **crédits subprime accordés aux entreprises des secteurs de l'énergie et des matières premières**, les obligations à haut rendement (*high yield* ou *junk bonds*). Nous vous en avons tellement souvent parlé que ceci n'est pas une surprise pour vous.

Moins de crédit = moins de monnaie.

Le Fed limite le crédit (monnaie) alors que l'économie mondiale ralentit. Voici ce qui se voit dans l'usine du monde, la Chine.



Consommation de matières premières en Chine (Crédits Simone Wapler, tous droits réservés)

Les prix vont baisser. D'autres mauvais emprunteurs seront à leur tour contraints de faire défaut.

En première ligne, se trouvent les emprunteurs étrangers qui se sont endettés en dollars.

La prochaine grande étape sera la fuite en avant, le décollage des *helicopters money*, un QE non pas pour les banques, mais pour les consommateurs.

Ceci signera la mort du dollar et le début de l'inflation non contrôlée.

Ce sera la résurrection de l'or et de l'argent.

Pierre Jovanovic: “La catastrophe financière imminente !”

Source: tylibertes publié par: BusinessBourse Le 29 Déc 2015

Olivier Pichon et Jean-Christophe Mounicq reçoivent Pierre Jovanovic, journaliste, écrivain, auteur du blog d'informations économiques <http://www.quotidien.com>



<https://youtu.be/sn51LmkgzWA>

1ère partie: Des attentats aux élections.

- Etat d'urgence : page facebook de Jovanovic censurée veille du 1er tour.
- Vote contestataire aux frontières par peur de l'immigration et du chômage.
- Goldman Sachs a écrit une note sur la France : veut la disparition de son armée, de ses départements, de ses communes et veut le bipartisme.
- Le management orwellien de la terreur.

2e partie: La vraie guerre est financière.

- Avec 18 000 milliards \$ de dettes, le \$ US ne vaut rien.

- Ayn Rand : « le papier monnaie est un chèque tiré par des voleurs légaux ».
- L'or américain a disparu. Bernanke a interdit l'accès aux coffres de la Fed.
- L'Amérique rachète l'Europe avec des faux billets.
- Corruption des eurocrates soumis au pouvoir des ploutocrates américains.
- L'Assurance vie ne vaut rien. Les comptes bancaires seront saisis.
- Les banksters de Wall street ont volé l'or du Rhin.
- Bourse française, visa Europe, nos barrages : rachetés.

3e partie: Effets de la planche à billets.

- La Yougoslavie de Milosevic, banquier keynésien, bon exemple : ruine totale.
- 100 millions d'Américains « pauvres ». Prix de la dinde a explosé par rapport aux revenus. Leasing passé de 2 à 7 ans.
- Hillary Clinton financée par les banques.
- L'Etat spectacle : la télé impose son candidat.
- Lloyds, Bank of America, Deutsch Bank licencient en masse, fin des liquidités, taux négatifs : preuves d'une catastrophe imminente.

Source: [tvlibertes](#)

Une année calamiteuse, c'est la Grande Aventure

Bruno Bertez 29 décembre 2015

Alors que l'on approche de la fin de l'exercice, il apparait de plus en plus clairement que les performances boursières sont calamiteuses. Pas seulement chez les particuliers et leurs institutions, non, cela on le sait depuis longtemps c'est même structurel puisqu'ils ne sont pas censés gagner mais servir à faire gagner les « autres »; non même les hedges funds les plus sophistiqués, ceux qui ont des professionnels aussi forts sinon plus que les banquiers centraux, perdent également.

Cela veut dire quelque chose.

Cela veut dire qu'il n'y a plus dans la période présente ni initiés, ni gourous. Nous sommes dans l'Aventure pour tout le monde; et c'est cela l'essentiel: c'est la Grande Aventure. Nous sommes, tous, grands et petits et sujets supposés « savoir », dans le noir, dans la vraie incertitude, celle qui réside dans le réel et non pas dans les signes mathématiques comme la volatilité et autre attrape-nigauds comme les VAR, les Value at Risk. Nous sommes temporairement revenus dans le

monde de l'incertitude de la Valeur.

La donnée fondamentale, c'est d'abord le Taper c'est à dire la fin de l'inflation du bilan de la Fed et sa stabilisation.

Puis c'est le renchérissement des taux , la fin d'un cycle du crédit

Enfin, c'est la raréfaction de la création de dollars par les bilans des banques mondiales en raison de la tendance au déleveraging et au risk off.

La liquidité globale se contracte bien au delà de ce que les seules actions des banques centrales auraient justifié.

Le reste n'est que conséquences:

-la hausse du dollar, puis la tentative américaine de s'opposer à sa baisse depuis plus d'1 an, la guerre des monnaies larvée. Le dollar index est barré au niveau magique des 100.

-l'échec des politiques de reflation et de QE de l'Europe et du Japon

-L'effondrement du Reflation Trade sur les « commos » et le pétrole, puis la transivité/ réflexivité aux économies réelles qui y sont exposées

-la chute des devises émergentes et des Pegs un à un, en attendant le Chinois et le Saoudien.

-la dégelée sur les taux , la hausse des primes de risk et des spreads

-les pertes qui se multiplient pour tous les malheureux qui se sont laissé piéger par la recherche d'un rendement en oubliant les pertes futures sur le capital

Nous en passons, mais la liste peut être très longue car lorsque la transivité/ réflexivité se met en branle, tout finit par être touché.

Nous avons développé l'idée que le sous jacent de tout, des marchés, des obligations, des fonds d'état, des actions, des « commos », des dérivés et même de l'économie réelle est unique et que tout est corrélé, et ce sous jacent c'est la liquidité.

C'est ce mercure, ce fluide dont on ne sait pas très bien ce qu'il est et que l'on ne peut maîtriser. Il s'échappe, coule entre les doigts. De la même façon que le sous jacent du premier symptôme de la crise était le financement de l'immobilier américain, ici, le sous jacent c'est ce qui a permis de tenir le système global à flot au prix de myriades de bulles: la liquidité.

La liquidité n'est jamais une donnée, c'est un fluide, plus un comportement.

Retenez bien ceci: un fluide et un comportement.

La liquidité c'est un peu de réel et beaucoup d'espoir. Et c'est ce qui fait que nos systèmes qui reposent criminellement sur la pointe sont fragiles et instables, ils reposent non sur une base concrète mais sur une petite base et beaucoup d'espoir. Nos zozos soi disant laïcs, croisent les doigts et mettent genoux à terre, soumis à une croyance: croyance que cela tiendra pour peu que l'on fasse les sacrifices que demande le dieu-argent!

Nous avons encore il y a peu expliqué que la Great Experiment consistait à monétiser les actifs, à mettre le crédit sur les marchés et à s'éloigner du traditional banking qui, avant, permettait de contrôler le risk.

Le crédit, quand il est en banque est du fixe sur du variable, ce qui déjà mérite attention et vigilance, mais le crédit mis sur les marchés c'est du fixe sur du variable, c'est du contractuel sur du fluctuant, mais en plus, c'est du fixe sur du désordonné, sur du non-prévisible, sur du non-maitrisable, sur des caprices, sur des animal spirits, c'est à dire du fixe sur de la folie humaine. De la peur et de l'envie.

Le plus probable n'est pas la chute, la catastrophe ou l'apocalypse, c'est une phase de révolution, certes, mais contrée; contrée par des tentatives de relancer l'euphorie bullaire, non plus au niveau du Centre, les USA, mais au niveau des satellites comme l'Europe ou la Chine. Tout cela ne marchera pas, car rien ne peut remplacer la liquidité fournie par l'imperium. Mais d'abord, il faut que le mythe de la reprise soit mis à mal, on y vient.

Choisir le riche...

Patrick Reymond 28 décembre 2015

Aujourd'hui, on nous dit que la décadence de l'espèce humaine, viendra du fait que la femme préfère le riche, au pauvre. Le riche étant vieux et décrépi, le pauvre étant "normal".

En fait, cette idée est très fausse.

Au XVII^e siècle, la différence physique entre le noble et le non noble saute aux yeux. Le non noble est pourvu de toutes les tares possibles et imaginables, et le noble le dépasse, au sens propre, d'une tête. L'un est bien nourri, l'autre ne connaît que les privations. Le vieux riche et décrépi, amateur de chair fraîche est une image récente. Le vieux existait avant, mais le vieux riche se plaignait de toutes ses tares physiques, accumulées par le vieillissement.

Louis XIV n'avait plus de dents, et même plus de palais. Le Maréchal de Villars trouvait chanceux le maréchal de Berwick, décapité par un boulet, et ainsi débarrassé de tous ses ennuis de santé.

Les conceptions n'étaient pas les mêmes, et être au sommet de l'échelle sociale n'a

pas empêché la noblesse de se réduire démographiquement, et de disparaître physiquement.

D'autre part, dans des pays comme les USA, la différenciation sociale physique réapparaît aussi. On distingue très bien la classe moyenne de la classe dirigeante, et ne parlons même pas du pauvre.

Le pauvre, c'est ce qui a remplacé la dite classe moyenne, et le pauvre, aux USA, ce sont les 62 % de la population qui ne possèdent pas même 1000 \$ devant eux. Et 21 %, n'ont rien du tout devant eux.

Bien entendu, une fois défalquée les dettes, le "patrimoine", est négatif.

Parmi les 29 % restants (? 100 - 62 donnent 28), la situation est aussi très compromise.

14 % possèdent plus de 10 000 \$,

5 % entre 5000 et 10 000 \$,

le reste, 9 % de l'échantillon affirme conserver le minimum requis pour éviter les pénalités...

Donc, la question du choix sexuel des belles femmes, pour les vieux riches décrépits, c'est insignifiant démographiquement parlant. Et puis, un vieux, ça peut être très vite cocu. De même, le divorce des sociétés occidentales, un vrai sport dans les sphères dirigeantes, peut entraîner un transfert de richesses non négligeable.

De plus, on peut difficilement considéré comme "riche", quelqu'un ayant 10 000, voir 50 000 ou 100 000 \$ devant lui.

La richesse se situe dans le 1 % supérieur. En gros, dans un pays "riche", il n'y a plus que des gueux.

Rappelons l'holodomor dont ont été victime les pauvres aux USA pendant les années 1930, rappelons aussi l'origine des premières lois sociales en France. Dans les années 1830, 10 000 jeunes hommes furent appelés au tirage au sort dans le nord de la France. il y avait 300 survivants, tous réformés pour questions de santé.

C'est souvent le cas, les riches parlent aux pauvres en organisant famines et massacres, et en se choisissant les plus belles femmes.

Mais aussi, il existe toujours une forme de redistribution, si modeste soit elle. Et sans doute, l'époque communiste a marqué le monde d'un sceau indélébile. Il n'est pas si aisé de remonter à l'époque antérieure.

L'Arabie Séoudite en est l'archétype même. Pas facile de réduire les finances

publiques, quand al Bagdadi lance l'appel à l'insurrection...

Dire que l'Arabie Séoudite et les USA pensaient mettre à genou la Russie en quelques semaines avec la baisse du prix du pétrole, pour la contraindre à lâcher Damas...

Bien sûr, la Russie a des difficultés; mais elles ne sont pas mortelles pour elles. Et puis, ils ont du, sanctions étrangères obligent, dévaluer. Cela leur a rendu bien service.

Et puis, n'oublions pas, qu'il y a toujours la pression étrangère. Dans la confrontation avec d'autres états, c'est le plus résistant qui gagne. le plus résistant, c'est souvent le plus démocratique et le moins inégale. Si la Syrie ne s'était pas démocratisée, elle ne tiendrait pas depuis bientôt 5 ans.

En outre, comme je l'ai dit, l'option de choisir la guerre n'est pas forcément la plus juste. On sait quand on la commence, pas quand on la finit, ni si, soi-même; on la finit...

Les dollars et T-Bills détenus par les étrangers n'existent pas vraiment



Another

Publié le 25 décembre 2015
www.24hgold.com/

L'Asie va mettre fin à un marché très porteur pour l'Occident. Ce marché fonctionnait parfaitement depuis le début des années 1990, mais a depuis dû faire face au problème des réserves d'or physique.

Il est inimaginable que les banques centrales continuent de vendre leur or à sa valeur de matière première alors qu'il possède une valeur bien plus importante en tant que monnaie. Le discours englobant les ventes d'or pourrait bien durer quelques années, un accord est sur le point d'être conclu prochainement qui viserait à retirer la LBMA du jeu des réserves d'or grâce à l'introduction d'un marché secondaire, « marché gris » non lié au marché physique.

Si ce 'papier gris' ne venait pas à voir le jour, il faut garder en mémoire que la baisse des marchés actions sera une conséquence prématurée de l'annulation d'accords pétroliers passés en or. Les plus gros joueurs sortiront du marché et demanderont livraison, et la fin d'un marché parallèle de l'or laissera beaucoup de soit disant acheteurs sur l'or n'avoir que des bouts de papier en mains.

Les marchés du tiers monde seront les premiers à souffrir, parce que leurs

monnaies seront écrasées, comme à chaque fois. L'Europe suivra, puis ensuite les Etats Unis.

Rappelez vous : tout comme pour les dollars et les T-Bills détenus à l'étranger, l'or papier n'existe pas véritablement.

L'Arabie Saoudite achève l'année 2015 avec un déficit record

par Aude Ottevanger · Express.be 29 déc. 2015



Le budget 2016 de l'Arabie Saoudite est en déficit, pour la troisième année consécutive. En cause, la chute brutale des cours du pétrole, qui a perdu deux tiers de sa valeur en 18 mois. Le déficit 2016 est évalué à 19% du PIB (\$87 milliards). L'année 2015 se solde aussi par un déficit de 21% du PIB (\$98 milliards), un record mondial.

Le ministère des finances saoudien estime que le cours du baril devrait chuter à \$26, ce qui signifie une diminution des revenus de 14% par rapport à 2015. 90% des revenus de l'Arabie Saoudite sont liés au pétrole et les dépenses publiques devront s'adapter sur ces recettes en baisse.

Mais tous les budgets ne seront pas affectés de la même façon. Le roi Salmane, qui vient d'entrer en fonction, a décidé de ne pas modifier le budget de l'armée et les dépenses sociales. Le premier est justifié par la situation précaire de la région; le second par le fort taux de chômage des moins de 30 ans, qui constituent 60% des 30 millions de Saoudiens, et dont beaucoup sont influencés par l'islamisme radical.

Les coupes budgétaires affecteront les importantes subventions allouées à l'électricité, à l'eau et au carburant.

Le royaume a dû puiser dans ses énormes réserves de devises (\$732 milliards fin 2014) et ses bons du Trésor pour financer le déficit 2015. La sur-production de pétrole de Riyad, qui cherchait à protéger sa part du marché, n'a fait que précipiter la chute des cours.

Quand la météo chahute la croissance

Jean-Marc Vittori / Editorialiste | Le 24/12 , LesEchos.fr/

Coup de froid sur l'économie française en cette fin d'année. La production d'électricité se traîne. Les magasins de vêtements ne vendent pas de manteaux, les fromagers pas de raclette, les épiciers pas d'infusions et encore moins de potages. La production du dernier trimestre risque donc de ne pas être fameuse. Et ce n'est la faute ni aux terroristes, ni aux augmentations d'impôts, ni aux pays du sud de l'Europe. C'est la faute... au ciel, ou plutôt à la météo exceptionnellement clémente. Les températures supérieures de 10 voire de 15 degrés aux moyennes historiques chamboulent la consommation des Français, et donc la production des entreprises. L'effet global sur l'économie est complexe à évaluer. L'argent économisé sur les factures d'électricité est une mauvaise nouvelle pour EDF, mais une bonne nouvelle pour le consommateur, qui pourra épargner ou dépenser davantage. S'il épargne, l'impact final sera négatif sur l'activité. S'il dépense, il pourrait acheter des produits made in France comme l'électricité : la perte de production d'énergie sera alors compensée par le gain d'un autre secteur. Ou préférer des produits importés, soutenant ainsi la croissance... hors de France. Et si nous échappons à l'hiver, comme commencent à le dire certains météorologues, l'activité du bâtiment sera beaucoup plus soutenue en janvier-février qu'à l'accoutumée. A un mauvais quatrième trimestre 2015 succéderait un bon premier trimestre 2016, que le gouvernement saluera évidemment comme le signal de la reprise. Comme il l'a fait après le bon chiffre du premier trimestre 2015, lui aussi dû à des aléas de la météo... Le climat détraqué détraque la lecture de l'économie. Les statisticiens ne savent pas corriger les corrections saisonnières des changements induits par le changement climatique. Ou pas encore.

Ces perturbations ne constituent sans doute qu'un avant-goût de ce qui nous attend. Tandis que certains experts en chambre nient encore le réchauffement climatique, les acteurs du terrain se mobilisent, même les sceptiques de nature comme les agriculteurs ou les assureurs. Les changements des températures et des pluies vont influencer non seulement sur la conjoncture, mais aussi sur la structure. Plusieurs travaux récents d'économistes ont montré l'influence profonde qu'exerce la chaleur sur la productivité du travail. La demande et l'offre vont changer. Les conditions de la production aussi, des pentes de ski aux pentes des vignes. Le changement climatique entraînera des changements démographiques, géopolitiques, économiques. Même s'il faut agir pour limiter son ampleur, il est bien trop tard pour l'éviter. Mais il est encore temps de s'y préparer.

Les taux d'intérêt négatifs pour les nuls

Par Jasmin Guénette , Contrepoints.org Publié le 28 décembre 2015

Encourager l'endettement et la dépense, cela ne relance pas l'économie.

Après avoir maintenu son taux à pratiquement 0% depuis plus de sept ans, la Réserve fédérale américaine a finalement annoncé, le 16 décembre dernier, une première hausse. Nous entrons donc dans une nouvelle étape des politiques monétaires dites « non conventionnelles » adoptées par pratiquement toutes les banques centrales du monde après la crise financière de 2007-2008.

Ce nouveau mouvement à la hausse mettra-t-il un frein à la fragile relance de l'économie ? Des acteurs économiques devenus accros à l'argent facile pourront-ils s'accommoder des taux plus élevés ? C'est ce que tous les observateurs se demandent et ce que nous saurons dans les mois qui viennent.

Ailleurs dans le monde, et en particulier en Europe, plusieurs banques centrales vont dans le sens inverse, en instaurant pour la première fois une politique de taux d'intérêt négatif. Le gouverneur de la Banque du Canada, Stephen Poloz, a d'ailleurs surpris tout le monde une semaine plus tôt en affirmant qu'il considérerait lui aussi cette option en cas de débandade de l'économie canadienne, en se donnant un nouveau plancher de -0,5%.

De prime abord, le concept de taux d'intérêt négatif semble contraire à la logique économique. Qu'est-ce que ça signifie concrètement ?

Un taux d'intérêt, c'est la récompense que la banque vous donne pour lui prêter vos épargnes. Elle vous remet ainsi une partie des revenus qu'elle a générés après les avoir prêtés à d'autres, qui ont bien sûr payé un taux d'intérêt un peu plus élevé pour emprunter cet argent. La banque fait des profits avec la différence.

Un taux d'intérêt négatif, c'est lorsque vous payez la banque pour y déposer votre argent. Cela devient alors une pénalité, et non plus une récompense. C'est une situation où l'on décourage l'épargne traditionnelle, qui n'est plus rentable du tout. Il devient au contraire beaucoup plus attrayant d'emprunter, puisque le montant que vous devrez rembourser est moins élevé que celui qu'on vous a prêté.

Le taux d'intérêt à -0,5% auquel réfère la déclaration du gouverneur Poloz ne s'appliquerait toutefois pas à vous, mais aux banques.

Les banques sont un peu comme nous dans la mesure où elles doivent équilibrer leurs entrées et leurs sorties d'argent, en plus de se conformer à certaines exigences réglementaires concernant leurs réserves. À la fin de chaque journée, certaines finissent avec des fonds excédentaires qu'elles peuvent prêter, alors que

d'autres doivent emprunter pour couvrir des transactions déficitaires jusqu'au lendemain. Elles se tournent alors vers d'autres banques ou vers la Banque du Canada. On parle de millions de dollars qui sont ainsi déplacés chaque jour.

La Banque du Canada agit sur ce marché où les banques se prêtent de l'argent en fixant son « taux directeur », [qui indique le taux cible pour ce financement à un jour](#). C'est ce taux directeur qui fait les manchettes à chaque annonce de la Banque du Canada, huit fois par année. C'est lui aussi qui se répercute sur les autres taux du marché avec habituellement quelques points de pourcentage additionnels, comme les taux des prêts hypothécaires et ceux sur les certificats de placement garanti et les autres formes d'épargne.

Il faut comprendre que le rôle de la Banque du Canada n'est pas de faire du profit, mais de mener la politique monétaire du Canada et ainsi influencer le taux d'inflation, le taux de change, la croissance et l'économie en général. Pour atteindre cet objectif, elle cherche à inciter les banques à prêter moins ou plus à des particuliers, des investisseurs et des entreprises.

Plus le taux directeur est élevé, plus les banques ont intérêt à déposer en toute sûreté leur argent auprès d'autres banques ou auprès de la Banque du Canada, au lieu de prendre des risques en le prêtant. Et inversement, plus il est bas, et un taux négatif est plus bas que bas ! plus il devient coûteux de laisser des liquidités importantes dormir dans les comptes d'autres institutions. Les banques préféreront alors les prêter à vous et moi, même à des taux encore plus bas qu'en ce moment, même s'il est peu probable qu'elles nous prêtent un jour à des taux négatifs compte tenu de la marge qui s'ajoute pour qu'elle fasse un profit.

Il faut dire que le taux directeur actuel de la Banque du Canada, +0,5%, est déjà négatif en termes réels, dans la mesure où il est plus bas que le taux d'inflation. C'est-à-dire que la monnaie se dévalue plus vite que ce qu'un tel taux peut rapporter. Une politique de taux d'intérêt négatif ne serait donc qu'une continuation un peu plus radicale de ce que fait déjà la Banque du Canada, et ce que font la plupart des autres banques du monde, y compris la Fed.

Cette mesure s'ajouterait à d'autres politiques monétaires exceptionnelles prises dans plusieurs pays depuis la crise financière, comme l'« assouplissement quantitatif », c'est-à-dire une augmentation importante de la quantité de monnaie en circulation. Ces interventions monétaires, tout comme les plans de relance qui ont amené les gouvernements à accumuler des déficits énormes ces dernières années, sont inspirées des théories de l'économiste britannique John Maynard Keynes.

Ces politiques ont-elles été efficaces ? C'est loin d'être évident, et certains

économistes pensent que non. Imprimer de la monnaie n'est pas la même chose que produire plus de biens et services. Forcer les banques à prêter toujours plus peut mener à des excès coûteux, comme les hypothèques accordées à des millions d'emprunteurs insolvables qui ont contribué à la crise financière.

À force d'essayer de relancer l'économie en encourageant artificiellement la dépense et l'endettement, on crée peut-être plus de distorsions et d'effets pervers que de relance. C'est pourquoi, des années après cette crise, nous sommes encore en train de débattre des moyens de relancer durablement une économie qui reste fragile.

L'Italie se rebelle !

Bruno Bertez 25 décembre 2015

« Nous espérons et nous souhaitons assister à un changement d'attitude de la Commission et d'autres pays à l'égard de l'Italie », a déclaré dans une interview accordée à l'agence Reuters un proche allié du président du Conseil, Matteo Renzi.

Ses propos témoignent d'une frustration croissante à Rome face à une série de décisions prises par la Commission sur le dossier de l'immigration, sur le secteur bancaire, sur les aides publiques au secteur sidérurgique ou sur encore la politique budgétaire de Renzi.

« Si Bruxelles continue de rendre des arbitrages contraires aux intérêts de l'Italie nous examinerons la possibilité de saisir la Cour de justice de l'Union européenne » affirme Sandro Gozi

Recourant à un langage inhabituellement ferme, le ministre italien souligne que la Commission doit démontrer qu'elle est « le garant de tous les Etats membres, et pas de certains seulement ».

Gozi n'a pas encore compris qu'il y a deux poids deux mesures en fonction des obsessions de Schauble: aux uns on tord les bras pour l'exemple et autres on passe la pommade un peu comme à l'école on le fait pour lèche bottes. Schauble a une conception de la justice que l'on peut qualifier d'utilitariste, vous savez cette conception de la justice qui cherche non pas l'équité et la réparation mais l'efficacité par l'exemple.

Le mois dernier, le gouvernement Renzi s'est heurté à la Commission européenne dans le cadre du renflouement de quatre banques en difficulté. Rome a consacré 3,6 milliards d'euros au sauvetage de la Banca Marche, de la Banca dell'Etruria e del Lazio, de la Cassa di Risparmio di Chieti et de la Cassa di Risparmio di

Ferrara avant l'entrée en vigueur de nouvelles normes européennes en janvier sur le sauvetage des établissements bancaires.

Bruxelles a considéré qu'il s'agissait d'une aide publique directe contraire à la préservation des intérêts des contribuables et à la concurrence! Tiens tiens la Commission se préoccupe de l'intérêt des contribuables qu'elle recommande de matraquer en temps ordinaire au maximum! Et puis elle aime la concurrence n'est pas, elle qui s'efforce de constituer une entente monopolistique fiscale entre les pays de l'UE afin que les citoyens n'aient aucune possibilité d'échapper, ou qu'ils aillent, à la tonte et à la prédation! La Commission veut des états tous unis et tous solidaires, un bloc, face aux contribuables/serfs pour leur ôter toute possibilité de choix.

La réalité est que l'Italie étant le mauvais élève, il doit être brimé : on lui refuse, sur le plan bancaire, ce que l'on a accepté pour l'Allemagne et le Portugal. L'Italie croule sous une dette bancaire non performante colossale, son système ne peut créer de crédit car il est asphyxié par les NPL, les non performing loans. La seule solution est de créer une structure de defaillance, une « bad bank », mais les Allemands n'en veulent pas, ce serait une aide indirecte de l'état, qui permettrait au pays de relever la tête. Ce qu'il faut à tout prix éviter, il faut lui conserver l'échine souple.

Avant la chute : le baroud d'horreur de l'Empire du Chaos pour 2016

par [Pierrick Tillet](#) - publié sur le [Blog du Yéti](#), [Russia Today](#) et [ZeroHedge](#)



Ci-dessous une indispensable analyse géopolitique du journaliste brésilien Pepe

Escobar, spécialiste de l'Asie centrale et du Moyen-Orient, sur la lutte d'influence que s'y livrent le vieil empire américain décadent et des puissances émergentes qui n'ont pas l'intention de s'en laisser conter.

*NB : j'arrête tout de suite ici ceux qui seraient tentés de disqualifier le billet de Pepe Escobar au prétexte qu'il a été initialement publié par [Russia Today](#). On s'en fout ! Un, [Russia Today](#) vaut autant que Reuters et l'AFP ; deux, ce n'est pas la source qui importe, mais la qualité ou non de l'analyse. Le billet de Pepe Escobar a d'ailleurs été repris sur le site américain [Zero Hedge](#). Ses conclusions rejoignent et complètent celles, implacables, d'[un autre article incontournable](#) publié par la très honorable *London Review of Book*, où Seymour Hersh, prix Pulitzer, collaborateur du *New Yorker* et du *New York Times*, déballe tout ce qu'il sait sur les manipulations militaires américaines en Syrie.*

Dans son ouvrage essentiel, *La Chute de Rome et la fin de la civilisation*, Bryan Ward-Perkins écrit : « Avant la chute, les Romains étaient persuadés tout comme nous aujourd'hui que leur empire vivrait à jamais... Ils avaient tort et nous serions bien avisés de ne pas céder à une telle autosuffisance un tel abus de confiance. »

L'Empire du Chaos, aujourd'hui, ne pêche pas seulement par autosuffisance, mais par arrogance... et par trouille. Depuis le début de la Guerre froide, la question cruciale est de savoir qui contrôlera les grands réseaux commerciaux de l'Eurasie — le « cœur du monde », comme l'appelle Sir Halford John Mackinder (1861-1947), père de la géopolitique.

Nous pourrions dire que pour l'Empire du Chaos, la partie commença par le coup d'État fomenté en Iran par la CIA en 1953, quand les États-Unis se retrouvèrent face à cette fameuse Eurasie sillonnée depuis des siècles par la Route de la Soie, dont ils ambitionnaient de s'emparer.

Six décennies seulement plus tard, il est clair que la Route de la Soie ne sera pas américaine au 21^{ème} siècle, mais bel et bien, comme par le passé, chinoise. La poussée de Pékin pour ce qu'on appelle « Une ceinture, une route » s'insère dans le conflit du 21^{ème} siècle entre l'empire en déclin et l'intégration de l'Eurasie. En toile de fond, la question de l'expansion pérenne de l'OTAN et l'obsession de l'empire à créer une zone de guerre sur la mer de Chine du Sud.

Comme les partenaires stratégiques de l'axe Pékin-Moscou l'analysent, les élites oligarchiques qui dirigent réellement l'Empire du Chaos sont obsédées par l'idée d'encercler l'Eurasie — tant elles pressentent qu'elles ont toutes les chances de se retrouver exclues d'un processus d'intégration basé sur les affaires, le commerce

et les liens de communication modernes.

Pékin et Moscou identifient clairement provocation après provocation, couplée avec une diabolisation incessante. Mais ils n'entendent pas se laisser piéger, et jouent tous les deux une partie à long terme.

Le président russe Vladimir Poutine insiste diplomatiquement pour qualifier les pays occidentaux de « partenaires ». Mais il sait, tout comme ses alliés chinois savent, qu'ils ne sont pas réellement des « partenaires ». En tout cas pas depuis les soixante dix-huit jours de bombardement de Belgrade par l'OTAN en 1999. Pas après le bombardement délibéré de l'ambassade chinoise. Pas après l'expansionnisme non-stop de l'OTAN. Pas après la réédition du coup d'État du Kosovo menée en toute illégalité à Kiev. Pas après le torpillage des prix du pétrole par les copains petro-dollar du Golfe. Pas après les attaques de Wall Street contre le rouble. Pas après les sanctions américaines et européennes. Pas après les agressions, toujours par Wall Street, contre les actions des épargnants chinois. Pas après les incessantes rodomontades US en mer de Chine méridionale. Pas après l'affaire du Su-24 russe abattu par les Turcs.

Tout ne tient qu'à un fil

Un rapide flash-back sur l'affaire du Su-24 abattu éclairera notre lanterne. Obama rencontre Poutine. Immédiatement après, Poutine rencontre Khamenei. Le sultan Erdogan s'alarme : une solide alliance Russie-Iran est annoncée par Téhéran. Le lendemain, l'avion Su-24 est abattu.

Le président français Hollande rencontre Obama. Puis dans la foulée rencontre Poutine. Erdogan pense trouver le parfait prétexte pour obliger l'OTAN à déclencher une guerre, en vertu de l'article 5 de la charte de l'alliance. Ce n'est pas par accident que l'Ukraine fut le premier pays à approuver — à la hâte — le tir fatal contre le Su-24. Seulement voilà, l'OTAN recula. Un brin épouvanté, l'empire n'était pas prêt pour une guerre nucléaire.

Du moins pas encore. Napoléon savait parfaitement que le cours de l'histoire tient à un fil ténu. Tant que la Guerre froide reste ce qu'elle est, et elle le restera, le fil reste prudemment à distance d'une guerre nucléaire.

Quoiqu'il arrive dans le soi-disant processus de paix syrienne, la guerre par procuration entre Washington et Moscou se poursuivra. Les arrogants think-tanks américains ne sont pas fichus de voir les choses autrement.

Pour les [néocons exceptionnalistes américains](#), tout comme pour les [néocons néolibéraux](#), la seule fin supportable du jeu est une partition de la Syrie. Erdogan

absorberait le nord. Israël absorberait le plateau du Golan riche en pétrole. Et le régime des Saoud absorberait le désert oriental.

La Russie pulvérise littéralement tous ces beaux projets qui, après la partition, feraient la part belle à Ankara et à Riyad — sans compter un “leader de derrière les fagots” ménagé par Washington pour ouvrir une autoroute djihadiste tout au nord dans le Caucase, en Asie centrale et au Xinjiang (ils sont déjà au moins trois cents Ouïghours à lutter pour l’EI/Daech). Quand tout a échoué, rien de tel qu’une autoroute djihadiste plongée comme un poignard dans le corps de l’intégration de l’Eurasie.

Sur le front chinois, quelle que soient ses provocations “créatives”, l’Empire du Chaos peut tenter ce qu’il veut, il ne parviendra pas à entraver les objectifs de Pékin en mer de Chine du Sud — ce vaste bassin bourré de pétrole inexploité, riche de gaz et autoroute navale de premier ordre pour la Chine. Pékin projette sans coup férir de devenir en 2020 une redoutable *haiyang qiangguo* (puissance navale).

Washington pourrait fournir 250 millions de dollars en “aide” militaire au Vietnam, aux Philippines, à l’Indonésie et à la Malaisie pour les deux prochaines années, que ça ne servirait à rien, quelles que soient les idées impériales “créatives” mises en oeuvre, comme par exemple les DF-21D, ces missiles balistiques “tueurs” avec une portée de 2500 km, capables de transporter une ogive nucléaire.

Sur le front économique, Washington-Pékin restera le premier territoire de guerre par procuration. Washington pousse au TPP ([Accord de partenariat transatlantique](#)) — une manière pour l’OTAN de chercher à tirer profit du pivotement des affaires vers l’Asie. La tâche reste encore considérable, sachant que les douze pays déjà concernés doivent ratifier un tel accord, à commencer par les États-Unis eux-mêmes, avec un Congrès extrêmement hostile.

Pour l’Asie du Sud, par exemple, les chiffres sont éloquentes. L’année dernière, la Chine a été le premier partenaire de l’ASEAN ([Association des nations de l’Asie du Sud-Est](#)), à hauteur de 367 milliards de dollars. Et cela croîtra de façon exponentielle avec le système « Une ceinture, une route » qui va absorbera 200 milliards de dollars en investissements chinois jusqu’en 2018.

Au cœur des ténèbres... revisité !

Les perspectives pour l’Europe sont rien moins que sombres. Le chercheur franco-iranien Farhad Khosrokhavar a été l’un des rares à identifier le nœud du problème. Une armée de réserve djihadiste à travers l’Europe continuera à se nourrir de

bataillons de jeunes exclus dans les quartiers pauvres des villes intérieures. Rien n'indique que les néocons néolibéraux de l'UE seront en mesure de mettre en pratique des politiques socio-économiques suffisamment saines, avec de nouvelles formes de socialisation, pour sortir des ghettos ces masses aliénées.

Le seul échappatoire de ces dernières reste le virus du jihadisme salafiste, vendu par des profiteurs rusés et experts en marketing comme un symbole de résistance, la seule contre-idéologie actuellement disponible sur le marché. Khosrokhavar la définit comme la nouvelle "[oumma](#)" (communauté islamique) — « une communauté effervescente qui n'a jamais existé historiquement », mais qui invite désormais ouvertement chaque jeune Européen affligé d'un problème d'identité, musulman ou non, à la rejoindre.

En parallèle, dans la droite ligne des quinze années de guerre ininterrompue menée par les néo-conservateurs contre les États indépendants du Moyen-Orient, le Pentagone mettra le turbo pour étendre sans limites ses bases déjà existantes — de Djibouti dans la corne de l'Afrique à Erbil dans le Kurdistan irakien, comme autant de "plaques tournantes".

De l'Afrique subsaharienne à l'Asie du Sud-Ouest, attendez-vous à un boom de "plaques tournantes", toutes prêtes à accueillir avec ferveur nos Forces spéciales ; l'opération a été décrite par le chef du Pentagone, "l'empereur des pleurnichards" Ash Carter, comme « essentielle » :

« Parce que nous ne pouvons pas prédire l'avenir, ces plaques tournantes régionales — de Moron en Espagne à Jalalabad en Afghanistan - fourniront la présence nécessaire pour faire face à une série de crises, terroristes ou autres. Elles faciliteront une réaction unilatérale aux crises, des opérations de contre-terrorisme, ou des frappes sur des cibles de haute valeur. »

Tout est là : une action unilatérale des néocons exceptionnalistes contre toute personne qui oserait défier les diktats de l'Empire.

De l'Ukraine à la Syrie, et partout dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), la guerre par procuration entre Washington et Moscou, avec des enjeux de plus en plus élevés, ne baissera pas d'intensité. Le désespoir impérial devant l'irréversible ascension chinoise ne s'atténuera pas non plus. Comme le Nouveau Grand Jeu prend de la vitesse, et que la Russie équipe les puissances eurasiennes, Iran, Chine et Inde, avec des systèmes de défense antimissile au-delà de tout ce que l'Occident possède, il faudra se faire à la nouvelle normalité : une Guerre froide 2.0 entre Washington et Pékin-Moscou.

Je vous laisse avec cette citation de Joseph Conrad, tirée de son ouvrage *Au cœur des ténèbres* :

« Les mensonges portent en eux la souillure de la mort, un arrière-goût de mortalité... Arracher le trésor des entrailles de la terre, tel était leur désir, sans autre ambition morale que celle de cambrioleurs fracturant un coffre-fort... Nous ne pouvions pas comprendre parce que nous étions trop loin et nous ne pouvions pas nous rappeler parce que nous voyagions dans la nuit des temps anciens, ces temps qui ont disparu, laissant à peine un signe — et aucun souvenir... »

Le Congrès américain approuve à contrecœur la réforme des quotas du FMI

Par Ariel Noyola Rodríguez – 21 décembre 2015 – Source [Russia Today](#) [Le Saker Francophone](#)

Apparemment 2015 marque le début de la révolution au sein du FMI. Tout d'abord, l'inclusion du yuan dans le DTS est approuvé, le panier de devises créé en 1969 pour servir à compléter les réserves officielles des pays membres. Et maintenant, grâce à l'approbation du Congrès, le FMI va enfin mettre en œuvre la réforme du système de quotas de représentation, ce qui augmentera le poids de la Chine et d'autres puissances émergentes dans la prise de décision, au détriment des pays du continent européen. Cependant, il est encore prématuré de conclure qu'il s'agit d'un changement radical dans l'équilibre des pouvoirs au sein du FMI : les États-Unis conservant leur droit de veto.

Les États-Unis semblent avoir enfin compris que, pour maintenir leur leadership mondial, il est contre-productif d'ignorer le rôle croissant de la Chine et d'autres puissances émergentes et qu'ils doivent partager la responsabilité de la gestion de la finance internationale. Pour cette raison, et avec beaucoup de réticence, Washington n'avait pas d'autre choix que d'octroyer des concessions majeures à ses adversaires par le biais du Fonds monétaire international (FMI).

Dans un premier temps, pendant la dernière semaine de novembre, le FMI a pris la décision d'inclure le yuan dans les droits de tirage spéciaux (DTS), le panier de devises qui a été créé dans les années 1960 pour compléter les réserves officielles de ses membres. Bien que dans les instances dirigeantes du fonds plusieurs responsables américains s'y opposaient depuis le début, en fin de compte Beijing a promis la poursuite de la libéralisation de son secteur financier.

À ce jour, la Banque populaire de Chine a signé une quarantaine de conventions bilatérales d'échange de devises (swaps de devises). Cette année, les banques

centrales du Suriname, d'Afrique du Sud et du Chili ont commencé à promouvoir l'abandon du dollar pour les échanges entre les entreprises de leurs pays. De plus en plus, le yuan supplante la devise étasunienne dans les échanges commerciaux chinois.

Cette stratégie a permis que le yuan soit aujourd'hui la deuxième monnaie la plus largement utilisée dans le financement du commerce et la quatrième dans les paiements transfrontaliers, selon les données de la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT). Et tôt ou tard, la monnaie chinoise sera totalement convertible, c'est à dire échangée librement sur le marché sans aucune restriction.

Ceci est la façon dont les dirigeants du Parti communiste chinois ont réussi à vaincre les soupçons de la Directrice du FMI, Christine Lagarde : à compter du 1^{er} octobre 2016, le yuan va devenir la troisième monnaie la plus importante dans la composition des DTS. La monnaie du peuple (RMB) aura un plus grand poids dans le panier du FMI que le yen japonais ou la livre sterling, mais encore en dessous du dollar et de l'euro.

Et dans un second temps, le vendredi 18 décembre, le Congrès américain a donné son feu vert au FMI pour la mise en œuvre de la réforme du système de quotas de représentation. Sans aucun doute, il s'agit du changement le plus important au sein du FMI depuis 1944, année où les accords de Bretton Woods ont été signés. La nouvelle répartition des actions est aussi un grand répit pour le Fonds en termes de légitimité.

Il se trouve que l'effondrement de l'économie en 2008 a révélé que le FMI ne disposait pas des ressources suffisantes pour faire face à la crise de liquidités. Aucun pays qui se disait souverain n'a émis l'intention de demander son aide. Le FMI s'est complètement discrédité après sa performance dans la crise de la dette en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, ayant montré qu'il fonctionnait comme le bras armé du Trésor des États-Unis, et non pas comme le gestionnaire d'un fonds multilatéral chargé de stabiliser les soldes des comptes de ses adhérents.

Par conséquent, Dominique Strauss-Kahn, qui a servi comme directeur général du FMI de 2007 à 2011, a convaincu les pays émergents de faire de nouveaux dépôts au Fonds en échange de l'augmentation de leurs quotas. Le Conseil d'administration du FMI a approuvé la proposition en 2010 à l'occasion de la [quatorzième révision générale](#) des quotes-parts.

L'initiative de réforme a alors été présentée au Conseil des gouverneurs (composé de tous les membres) pour être finalement soumise à l'approbation des parlements nationaux. Et puis, le gouvernement américain a affirmé indirectement son droit de

veto. En effet, pour qu'une décision puisse être accréditée par le Fonds, il faut une majorité de 85% des voix, et les États-Unis à eux seuls ont 16,7% du total.

Mais il y a quelques jours, après cinq années d'opposition fervente, le Congrès américain a finalement rompu l'inertie du statut-quo. La réforme du système de quotas sera une réalité. Les ressources disponibles pour le FMI sont doublées, passant à \$659,670 millions. Notez que le quota alloué à un pays détermine le niveau maximum de son engagement financier envers le FMI et ses droits de vote dans l'institution, c'est aussi un facteur qui détermine son accès au financement du FMI.

L'avancée la plus importante est pour la Chine, dont les droits de vote passeront de 3,8 à 6%, elle sera la troisième plus grande puissance, seulement derrière les États-Unis et le Japon. Le Brésil se situe en quatrième position, tandis que l'Inde et la Russie ont réussi à entrer dans la liste des dix plus influents. En conséquence, les droits de l'Europe ont diminué. Sauf pour l'Espagne dont la part, passe de 1,68 à 2%, l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni diminuent leur participation.

«Les réformes augmentent de façon significative les principales ressources du FMI et nous permettent d'offrir une réponse plus efficace à la crise, tout en améliorant la structure de gouvernance d'entreprise afin de mieux refléter le rôle croissant des pays émergents et la dynamique de développement de l'économie mondiale», a [déclaré](#) Mme Lagarde dans un communiqué de presse.

Cependant, malheureusement, les États-Unis conserveront leur droit de veto : leurs droits de vote ne diminuent que de deux dixièmes passant de 16,7 à 16,5%. Jusqu'à présent, il semble que les dirigeants de Pékin ne veulent pas affronter la domination des États-Unis au sein du FMI, une institution qui a plus de soixante-dix ans et reste le «prêteur en dernier ressort» le plus important à l'échelle mondiale en tenant compte du volume des ressources gérées.

Le différend entre la Chine et les États-Unis est seulement tangentiel. Pékin a cherché à accroître son levier financier grâce à ses puissantes banques d'État (China Development Bank, la Chine Ex-Im Bank, ICBC, la Banque de Chine, etc.), et à travers les banques de développement régionales auxquelles elle participe : la Banque Investissement dans l'infrastructure asiatique ([AIIB](#)), la Banque de l'Organisation de coopération de Shanghai ([SCO](#)) et la banque des [BRICS](#) (acronyme pour Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Tant en Asie-Pacifique qu'en Afrique, en [Amérique latine et dans les Caraïbes](#), il ne fait aucun doute que la Chine est en concurrence directe avec la Banque mondiale et les banques régionales de développement soutenues par Washington

(Banque asiatique de développement, Banque africaine de développement, Banque interaméricaine de développement, etc.) dans des projets de financement d'infrastructures et d'extraction de matières premières.

Cependant, les mécanismes de coopération financières entraînés par Pékin qui fournissent des liquidités aux pays à des moments critiques, tels que l'Initiative de Chiang Mai (comprenant la Chine, le Japon, la Corée du Sud et de dix pays de l'ASEAN) et l'Accord des réserves d'urgence des BRICS (aussi connu comme le mini-FMI) ont des ressources monétaires limitées. Ils opèrent en dollars, et dépendront également de l'appui du FMI pour les prêts au-delà d'une certaine limite.

Par conséquent, alors que c'est une excellente nouvelle pour le monde que la Chine et d'autres pays, ayant des taux de croissance élevés du produit intérieur brut (PIB), aient réussi à obtenir une participation accrue au sein du FMI et ont deux sièges de plus au Conseil d'administration, qui en compte vingt-quatre, les États-Unis continuent d'exercer une domination écrasante.

Si Washington n'est pas d'accord sur le moindre détail, si petit soit-il, ils peuvent bloquer une proposition des pays émergents grâce à son veto. Sans aucun doute, à un certain point, la Chine devra exercer des pressions pour empêcher un seul pays d'écrire les règles du jeu, de temps en temps ...

Les ventes de Noël en baisse de 15% au Brésil

BusinessBourse et ZoneBourse Le 29 Déc 2015

[Voilà un chiffre impressionnant qui nous donne un aperçu de ce qui nous attend tous en 2016.]

Les ventes au détail ont chuté de 15% au Brésil pendant la semaine de Noël par rapport à la semaine équivalente de 2014, confirmant la sévérité de la récession que traverse actuellement le pays, selon des données publiées lundi par la Fédération du commerce de détail de São Paulo (FecomercioSP).

“Le résultat confirme ce qu'on attendait”, a déclaré la FecomercioSP dans un communiqué en faisant allusion aux chiffres mensuels de l'institut de statistique IBGE.

Sur la semaine du 18 au 24 décembre, les détaillants brésiliens ont vu leur chiffre d'affaires tomber à 50,6 milliards de réais contre 59,2 milliards un an plus tôt, soit une perte de revenu de 8,69 milliards (2,1 milliards d'euros).

L'étude de FecomercioSP conclut à un recul encore plus fort, de 12%, du chiffre d'affaires des commerçants en comprenant les ventes de voitures et de matériaux de construction.

“L’inflation élevée, le haut niveau des taux d’intérêt et la dégradation du marché du travail ont ramené la confiance du consommateur à son plus bas niveau depuis 12 ans”, souligne l’étude.

“Cette baisse de confiance s’est traduite par un comportement plus prudent de la part du consommateur.

Les consommateurs achètent moins et évitent de contracter de nouveaux crédits.”

Source: [zonebourse](#)

L’art de bien vivre de peu, comportement à contre-courant

Biosphere 29 décembre 2015

La manière dont personnellement tu vis et consommes a des répercussions tant sur la vie des autres personnes que sur celle des non-humains et des générations futures. Quelles sont donc les caractéristiques de la simplicité volontaire ?

La simplicité volontaire se heurte d’abord au problème de la définition d’un mode de vie acceptable. Il n’y a presque aucune norme de consommation a minima : par exemple tous les moyens de subsistance d’un ascète indien peuvent provenir uniquement de l’univers mortuaire. S’il porte une tunique, c’est celle d’un défunt. Son unique bien, signe distinctif des vrais aghoris, c’est un crâne humain ; soigneusement nettoyé et taillé jusqu’au niveau des orbites oculaires, ce récipient osseux lui sert aussi bien à mendier qu’à se nourrir. Sa nourriture, à part les déchets récupérés ici ou là, provient des aumônes qu’apportent les familles du disparu. Mais il n’y a pas de véritable ascète s’il s’agit de compter uniquement sur la générosité de ses semblables. Il faut donc envisager une autre définition.

Vauban décrivait en 1707 ce qui lui paraissait le minimum vital pour une famille ouvrière française, le seuil au-dessous duquel la survie n’était plus possible. La ration correspondait à quelques 1500 calories, mélange de blé et d’autres céréales appelé méteil dont la part dans le budget total était presque de 70 %. Mais dans les pays développés actuels, la part de l’alimentation pour les ménages ouvriers s’établit à moins de 20 % et la place du pain est tombée en dessous de 3 %. Pour les pays riches, le seuil de pauvreté devient donc complètement relatif et s’exprime par rapport au niveau de revenu médian de la population ; puisque la base de calcul est variable, le minimum vital devient alors indéfinissable, un pauvre des pays riches est très riche du point de vue d’un habitant en pays pauvre. Pourtant, dans ce contexte d’enrichissement sans frein, aucun dirigeant d’un pays, quel que soit le niveau de vie obtenu, n’a annoncé un projet de stabilisation de la demande

de ses nationaux ; à l'économie de subsistance a succédé la tyrannie de l'excédent. La simplicité volontaire se heurte aussi à l'idéologie économique ambiante. Selon la doctrine keynésienne (dans son livre de 1936), il fallait consommer toujours plus pour échapper à une grande crise comme celle de 1929 : ainsi on lutterait contre l'équilibre de sous-emploi et le chômage. Aujourd'hui les entreprises et les gouvernements ont tellement bien compris la leçon que la croissance de la consommation est devenue une fin en soi, sans souci de la survie des futures générations ni de la préservation de la biodiversité. La simplicité volontaire est une tentative d'enrayer ce mécanisme keynésien (et fordiste). Cela consiste à choisir un autre mode de vie que celui de la société de consommation et du spectacle. Contre le gaspillage des ressources fossiles, il s'agit de cultiver la sobriété énergétique, contre la dictature des objets, il s'agit de privilégier les relations directes avec les autres humains tout autant qu'avec la Nature. Les humains ne devraient jamais penser en termes de maximum ou de minimum, mais en termes d'optimum, ce qui est le mieux pour la planète, donc pour soi personnellement : il faut respecter les cycles vitaux de la Biosphère.

limiter l'expansion indéfinie de nos désirs, c'est la seule voie réaliste vers une société d'abondance. Il faut en revenir aux schémas mentaux des sociétés premières dont rien dans le fonctionnement social ne permettait la différence entre le plus riche et le plus pauvre car personne n'y éprouvait le désir baroque de faire, posséder ou paraître plus que le voisin. A chacun de tracer son propre chemin sur la voie de la simplicité volontaire...